



DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
> administration

ARRÊTÉ

RESTRICTION DE CHAUSSEE

SUPPRESSION DE LA VOIE LENTE A LA

CIRCULATION RUE NATIONALE 20

ENTRE LA RUE DE MONTARAN

ET LA RUE GABRIEL DEBACQ

EN DIRECTION DE PARIS

Date : - 4 NOV. 2022

N°: ARR_251_2022_0110

Le maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n°2020.94 du 28 mai 2020, portant délégation à José SANTIAGO, 5ème Adjoint en charge de l'espace public, le patrimoine et l'environnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,.....

Considérant la nécessité de restreindre la chaussée et de supprimer la voie lente à la circulation rue Nationale 20 entre la rue de Montaran et la rue Gabriel Debacq en direction de Paris durant les travaux d'extension d'une canalisation de distribution de gaz, réalisés par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES LOIRET.

ARRÊTE

Article 1 : A partir du 07 novembre 2022 pour une durée de 20 jours, la chaussée sera restreinte et la voie lente à la circulation sera supprimée rue Nationale 20 entre la rue de Montaran et la rue Gabriel Debacq en direction de Paris durant les travaux d'extension d'une canalisation de distribution de gaz, réalisés par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES LOIRET.

Article 2 : Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie
Le Commissaire Central de Police
Le Service de Police Municipale
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
Kéolis
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



José Santiago

adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et
à l'environnement